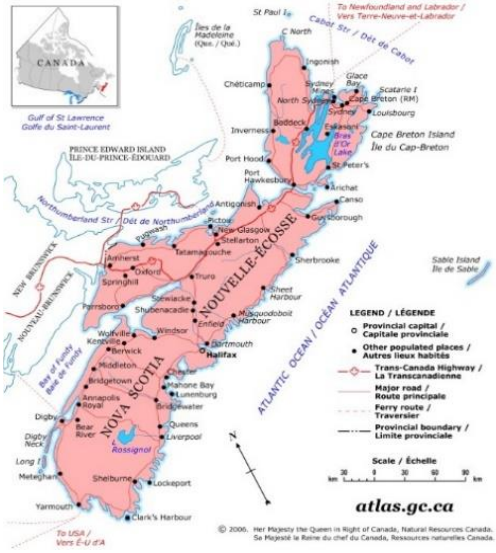
MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

Fiche province – juin 2025
Economie de la Nouvelle-Ecosse



En bref

Représentant environ 2,6 % de la population canadienne, la Nouvelle-Écosse comptait 1 079 627 habitants au 1er janvier 2025. Elle se classe ainsi au 7ème rang parmi les provinces canadiennes au premier trimestre de 2025. Sur le plan économique, la Nouvelle-Écosse était la province la plus importante des provinces de l'Atlantique en 2024, représentant 2,01 % du PIB national cette année-là, ce qui la classait au 7ème rang en termes de PIB parmi les provinces canadiennes en 2024. La province bénéficie d'un long littoral propice aux ports de pêche et de marchandises, le port d'Halifax étant le plus important. Bien que la présence d'entreprises françaises soit limitée en nombre, le groupe Michelin maintient une empreinte industrielle emblématique en Nouvelle-Écosse. Avec plus de 3 600 employés, Michelin demeure l'un des principaux employeurs privés et exportateurs de la province au début de l'année 2025.

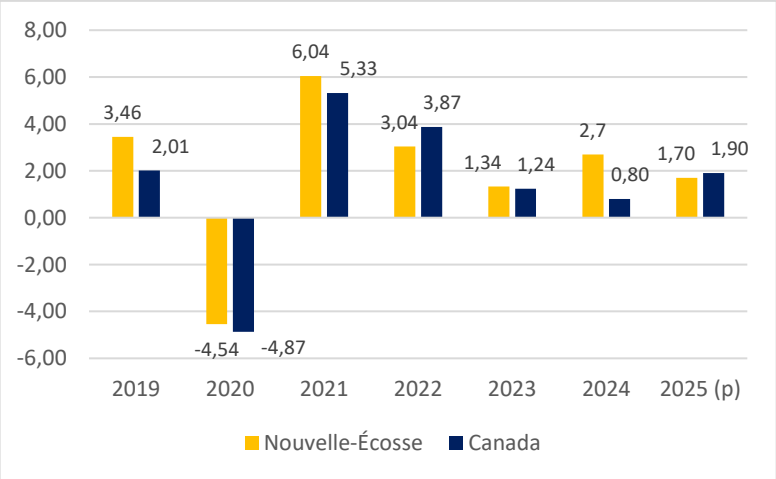
Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population** (au T1 2025) : 41,5 M hab
- **Densité de population** : 4,16 hab. /km²
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2024) **:** 2 444 Md CAD
- **PIB/hab.** (2024) **:** 58 892 CAD
- **Taux de chômage** (Mars 2025) **:** 6,6%
- **Solde budgétaire** (2024-2025) **:** - 61,9 Md CAD (-2,1% du PIB)
- **Dette nette** (2024-2025) **:** 1 281,5 Md CAD (41,9 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2024): 779 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2024): 786 Md CAD
- **Balance commerciale pour les biens** (2024) : + 7,15 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2024 (biens) :** Etats-Unis (69 %) ; Chine (6 %) ; Mexique (2 %) ; Union européenne (7 %), Royaume-Uni (3 %)
- **Échanges de biens France – Canada** (2024) **:** 10,7 Md CAD

- **Superficie** : 55 283 km²
- **Population** (2024) : 1 079 627habitants
- **Densité de population** : 18,13 hab. /km²
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2024) : 45,6 Md CAD
- **PIB/hab.** (2024) **:** 42 278 CAD
- **Taux de chômage** (Mars 2025) : 6,1%
- **Solde budgétaire provincial** (2025-2026) : - 695 M CAD (-0.8% du PIB)
- **Dette nette** (2025-2026) : 22,4 Md CAD
- **Exportations internationales de biens** (2024) : 6,6 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2024) : 11,6 Md CAD
- **Balance commerciale** (2024) : - 5 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2023 (biens) :** Etats-Unis (55 %) ; Allemagne (23,6 %) ; Chine (8 %) ; Royaume-Uni (7 %) ; Cuba (3,4 %), Pays-Bas (2,5%)
- **Échanges France – Nouvelle-Ecosse** (2024) **:** 315 M CAD

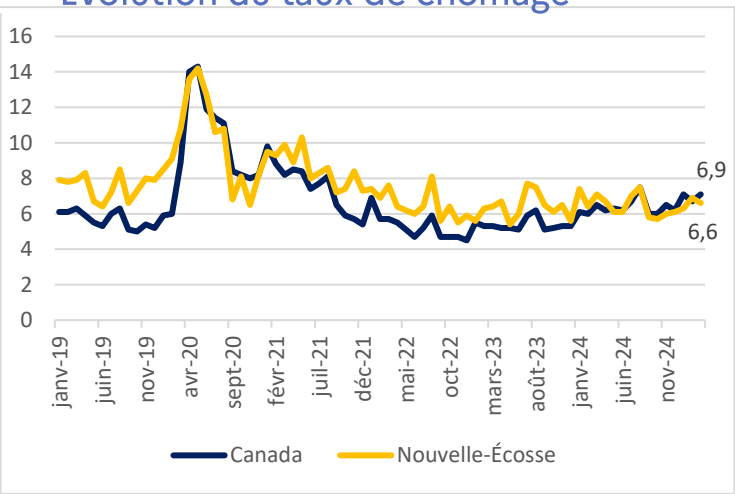
Principaux indicateurs économiques

Evolution du PIB



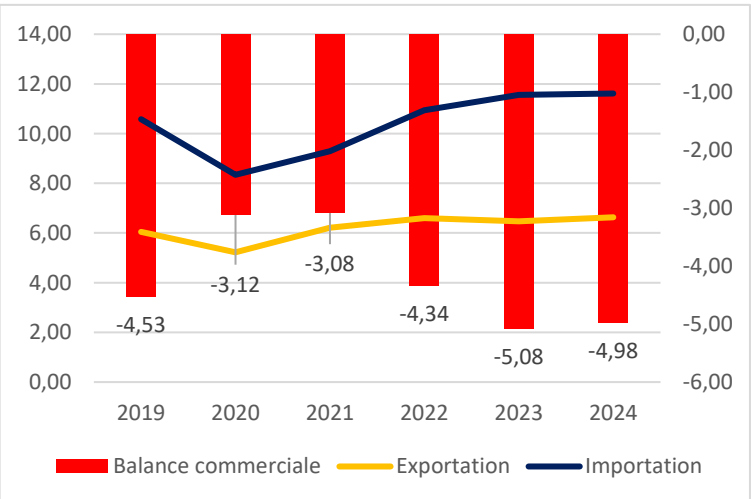
Source : Statistique Canada

Evolution du taux de chômage



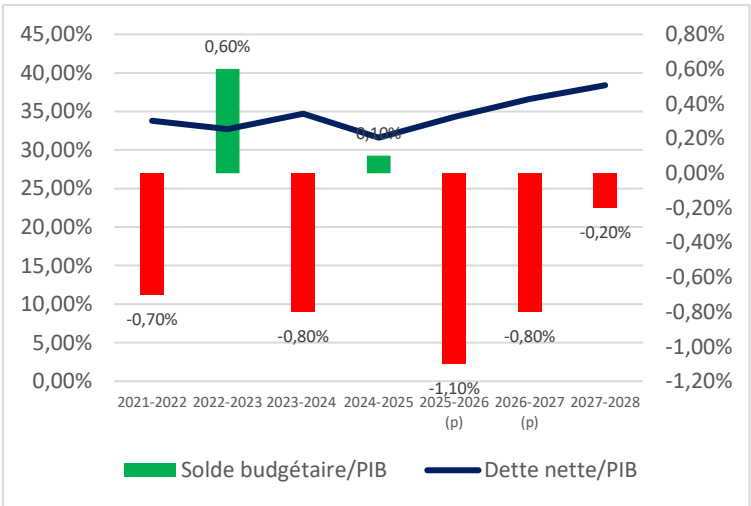
Source : Statistique Canada

Commerce international de biens



Source : Statistique Canada

Dette et solde budgétaire



Source : RBC fiscal tables

Présentation générale

LE CHIFFRE À RETENIR

4,8 millions TM

Volume du trafic du port d'Halifax en 2024

Avec près d'1,08 million d'habitants au 1er janvier 2025, la Nouvelle-Écosse représente environ 2,6 % de la population du pays, ce qui en fait la province la plus peuplée du Canada Atlantique. Sa superficie est de 55 283 km², soit l'équivalent du Danemark. Cette péninsule est dotée d'un littoral qui a permis l'implantation de ports, dont le plus important est le port d'Halifax. Le volume de son trafic conteneurisé était d'environ 509 000 EVP (équivalents vingt pieds) en 2024, marquant une baisse par rapport aux quelque 546 000 EVP enregistrés en 2023. Le trafic non conteneurisé a cependant augmenté de 20 % en 2024. Le port emploie directement et indirectement plus de 25 000 personnes et contribue en moyenne à hauteur de 2,5 Md CAD (1,7 Md €) au PIB provincial par an. Selon le Container Port Performance Index 2023 de la Banque mondiale, le port d'Halifax se classait au 95ème rang mondial – sur 405 – et au 46ème rang nord-américain – sur 173 –, derrière Montréal (351ème et Vancouver (363ème). Son classement en 2023 marque une amélioration significative par rapport à son 278ème rang en 2022. À titre de comparaison dans l'indice 2023, le Port d'Halifax se situait devant le port de Marseille (354ème) et celui du Havre (372ème). L'indice calcule la performance des ports sur la base du temps moyen écoulé entre l'arrivée d'un navire dans un port et son départ du poste d'amarrage après l'échange de la cargaison. Halifax, capitale provinciale et économique, concentre dans sa région plus de 49 % de la population de la province, avec environ 530 000 habitants en 2024. La deuxième plus grande ville de la Nouvelle-Écosse est Sydney, sur l'île de Cap Breton. La province est essentiellement anglophone, le français n'étant la langue maternelle que de 3,6 % des habitants (des Acadiens vivant principalement sur la côte sud-ouest/Baie de Fundy, mais aussi à Halifax). Le premier ministre Tim Houston, du Parti progressiste-conservateur de Nouvelle-Écosse, a pris ses fonctions le 31 août 2021.

Perspectives économiques

LE CHIFFRE À RETENIR

+0.8 %

Croissance du PIB en 2024

Après une croissance révisée de 3,5 % de son PIB en 2022, la Nouvelle-Écosse a poursuivi son développement en affichant un taux de croissance de +2,0 % en 2023. Le PIB de la province est supérieur à son niveau de 2019. En 2024, la Nouvelle-Écosse a enregistré une croissance économique estimée à 0,8 %, se classant derrière l'Île-du-Prince-Édouard (1,4 %) et le Nouveau-Brunswick (0,8 %), mais devant Terre-Neuve-et-Labrador, qui a connu une contraction de son PIB de 2,9 %. La croissance du PIB de la Nouvelle-Écosse devrait s'établir autour de +2,0 % en 2025. Le taux de chômage a diminué pour la troisième année consécutive en 2023, atteignant 6,3 %, contre 6,5 % en 2022 et 8,4 % en 2021. En 2023, ce résultat plaçait la Nouvelle-Écosse au 3ème rang des provinces canadiennes pour le taux de chômage le moins élevé et au 1er rang des provinces atlantiques. Cependant, en 2024, le taux de chômage annuel moyen de la province a légèrement augmenté pour s'établir à 6,5 %. Malgré cette hausse, la Nouvelle-Écosse a maintenu en 2024 le taux de chômage le plus bas des provinces atlantiques et s'est classée au 6ème rang (à égalité avec l'Ontario) parmi l'ensemble des provinces canadiennes.

Finances publiques

Les dépenses dans le budget provincial 2025-2026, présenté en février 2025, atteindront environ 17,6 Md CAD (environ 11,8 Md €). Cela représente une hausse de 1,0 Md CAD (environ 0,67 Md €) par rapport à l'estimation du

budget 2024-2025. Le logement, la santé et le coût de la vie restent au cœur du nouveau budget. Sur le front du logement abordable, des investissements supplémentaires sont prévus pour agrandir, moderniser et réparer les logements sociaux dans le cadre du Plan d'immobilisations.

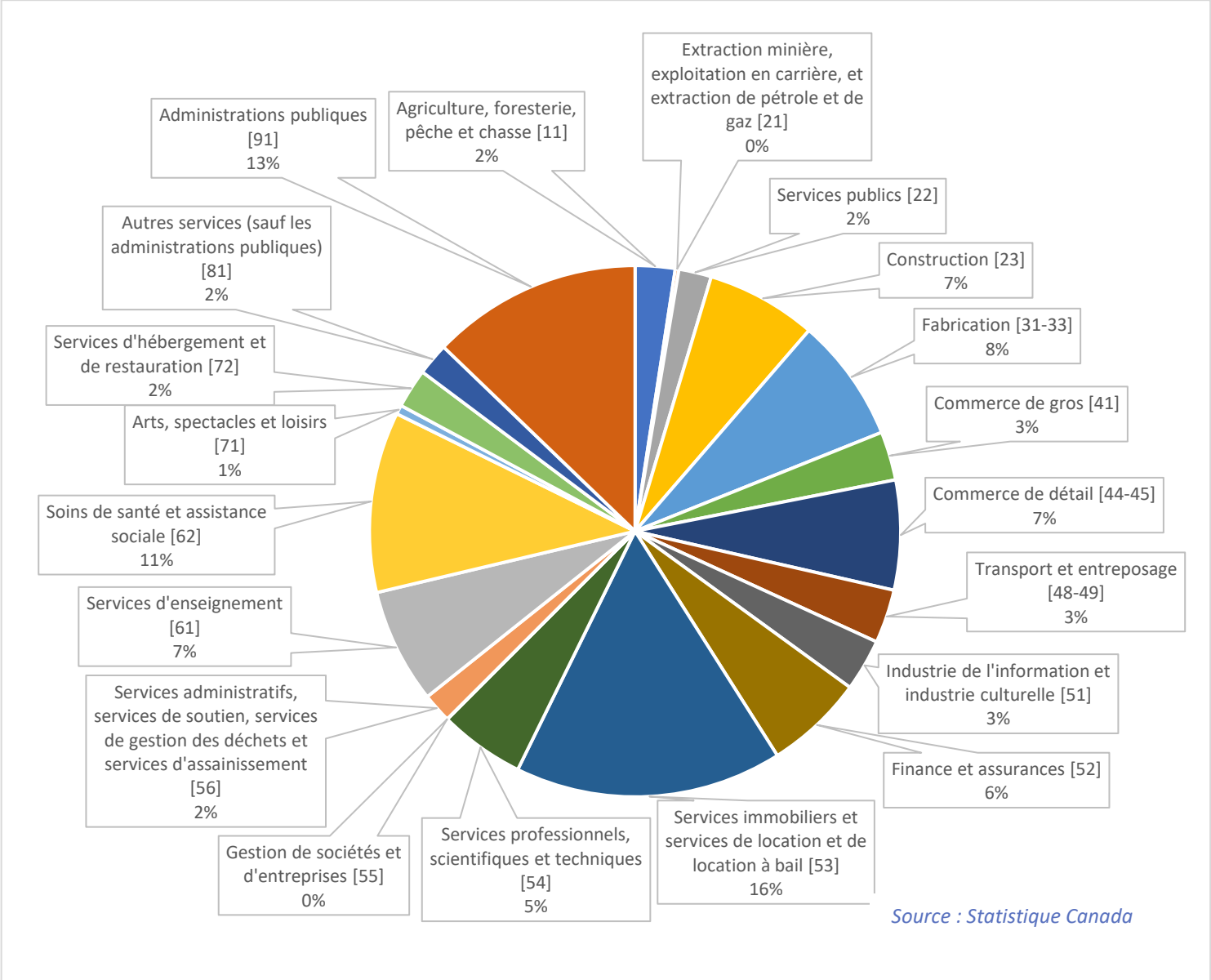
Le budget 2025-2026 alloue environ 5,98 Md CAD (environ 4,01 Md €) aux dépenses du ministère de la Santé et du Bien-être. Les dépenses totales de la province devraient augmenter de 3,7 % par rapport aux prévisions de 2024-2025. La tendance à l'augmentation sensible des dépenses de santé au cours des dernières années (environ +33,3 % de 2022-2023 à 2025-2026 sur les dépenses ministérielles) se maintient.

Concernant le coût de la vie, l'indexation sur le taux d'inflation de la Nouvelle-Écosse des tranches de l'impôt sur le revenu des particuliers et de certains crédits d'impôt non remboursables est prévue à partir du 1er avril 2025 (via la réduction d'un point de pourcentage du volet provincial de la TVH et l'augmentation du montant personnel de base à 11 744 $). La réduction du taux de la TVH devrait faire économiser 294 millions de dollars aux contribuables en 2025-2026. Le budget mentionne que ces changements fiscaux permettront aux familles d'économiser plus de 1 000 $ cette année (2025-2026).
Dans le budget 2025-2026, le déficit prévu pour 2025-2026 est estimé à 897,5 Md CAD (environ 601,3 Md €) après provision pour imprévus. Pour l'exercice 2024-2025, le budget prévoit désormais un surplus de 82,4 Md CAD (environ 55,2 Md €), ce qui représente une amélioration significative par rapport au déficit initialement prévu. Des déficits sont projetés pour les exercices suivants : un déficit estimé à 722,5 Md CAD (environ 484,1 Md €) après provision pour imprévus en 2026-2027 et à 308,0 Md CAD (environ 206,4 Md €) après provision pour imprévus en 2027-2028. Un retour à l'équilibre budgétaire (avant provision pour imprévus) est prévu d'ici 2028-2029. Pour l'exercice 2025-2026, les revenus sont estimés à environ 16,5 Md CAD (environ 11,05 Md €). Le niveau de la dette nette de la province devrait atteindre environ 19,7 Md CAD (environ 13,2 Md €) à la fin de l'exercice 2024-2025 et environ 22,6 Md CAD (environ 15,1 Md €) à la fin de l'exercice 2025-2026. Le ratio dette nette/PIB devrait être de 34,6 % pour 2025-2026.

Aspects sectoriels

L'économie de la province est tournée vers les services (81% du PIB provincial, contre 70% pour le Canada). Après une phase difficile de transformation de son économie (pêche, charbon, sidérurgie), la Nouvelle-Écosse est aujourd'hui reconnue comme le centre économique, financier et commercial des quatre provinces de l'Atlantique. Son profil économique s'apprécie différemment selon que l'on considère la capitale (qui évolue de plus en plus vers les services) ou les régions plus rurales, encore spécialisées dans les secteurs traditionnels (énergie, agriculture, exploitation forestière, pêche et production manufacturière).

Répartition des secteurs les plus importants du Produit intérieur brut (PIB) de la Nouvelle-Ecosse aux prix de base, en 2024 :



Source : Statistique Canada

- **L'océan a un rôle économique important pour la province.** Le 15 février 2018, le gouvernement canadien a annoncé que le cluster de l'économie océanique dans les provinces de l'Atlantique constituait l'une des 5 supergrappes retenues dans le cadre de l'initiative fédérale des supergrappes d'innovation, qui vise à financer à hauteur de 950 M CAD des projets innovateurs entre 2018 et 2022 (prolongée par la suite). Mené par les acteurs industriels, il rassemble aujourd'hui plus de 500 membres, privés, publics et académiques, ainsi que 20 membres internationaux associés. Il octroie des financements (budget du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada de 278 M CAD) dans le cadre d'appels à projet à destination de consortiums (et non des acteurs individuels). Les appels à projet ont vocation à financer des solutions innovantes pour relever les défis auxquels est confrontée l'industrie maritime. Le Supercluster a lancé en 2023 une stratégie « Ambition 2035 », dont l'objectif est de multiplier par 5 l'économie océanique du pays pour atteindre 220 Mds CAD en 2035, soit 5% du PIB canadien, notamment à travers 6 secteurs (énergie, produits de la mer, transport maritime, tourisme, technologies océaniques et secteur public). Les retombées économiques prévues sur 10 ans dans les Provinces Atlantiques sont estimées à 14 Md CAD et la création de plus de 3 000 emplois est attendue. A ce jour, le cluster Ocean a financé près de 80 projets, représentant 400 M CAD. A noter qu'en juin 2024, le cluster océan a annoncé un total de 8,3 M CAD (5,7 M€) d'investissements dans quatre projets en commun avec l'agence publique de soutien à l'innovation britannique, *Innovate UK*. Ces projets visent à réduire l'intensité en carbone des navires, faciliter l'observation des fonds marins protégés et améliorer les technologies de drones sous-marins.

  Ouvert en 2018, **COVE** (*Centre for Ocean Venture and Entrepreneurship*), implanté à Dartmouth, est un incubateur de start-ups dans le domaine des océans. Il s'affirme comme un centre de développement et de recherche sur les technologies liées à l'océan, qui englobe de nombreux domaines (construction navale, biodiversité, pêche, robotique, défense). Plusieurs universités et établissements sont impliqués dans la genèse du projet (en témoigne le nombre d'universitaires présents au Conseil d'Administration) ; des bureaux sont notamment mis à disposition de l'université Dalhousie, du Ocean Frontier Institute et du Nova Scotia Community College. COVE accueille plusieurs start-ups dans ses locaux, pour des durées allant jusqu'à 6 mois. L'incuvateur a noué des relations avec Thales.

- **Agriculture** : la production agricole de la Nouvelle-Ecosse se concentre sur les produits laitiers (164 M CAD, en moyenne ces dernières années entre 2019 et 2023), les fruits (79 M CAD, 49 M€) et les œufs (49 M CAD, 31 M€).

- **Pêche :** Selon les données 2023 de Statistique Canada, le montant total de la pêche pour la Nouvelle-Ecosse s'élève à 1,3 Md CAD. En détail, la valeur de la pêche s'élève à 821 M CAD de homards, 77 M CAD de crabes des neiges et 173 M CAD de pétoncles. Elle se place en tête des provinces canadiennes et représente 37% du total de la pêche au Canada. A cela s'ajoute une production aquacole (poissons et de fruits de mer) de 120 M CAD - soit 9,5 de la production nationale - portée par le saumon (103 M CAD). La Nouvelle-Ecosse

est la première province exportatrice de produits de la mer avec 1,2 Md CAD de produits de la mer exportés vers les Etats-Unis en 2024 (soit 52% de ses exportations), 842 M CAD vers l'Indo-Pacifique (36%) et 241 M CAD vers l'UE (10%).

- **Pneumatiques** : sous l'impulsion de l'entreprise Michelin (trois usines, environ 3 500 employés en Nouvelle-Ecosse), le secteur des pneumatiques (pneus neufs et usagés) représente plus de d'1,4 Md CAD (contre 1,25 Md CAD en 2023) d'exportations en 2024, soit 21 % des exportations totales de la province.

- **Energie** : En Nouvelle-Écosse, la dépendance aux énergies fossiles dans le mix énergétique est importante (77%) et le charbon est, de loin, la source d'électricité la plus importante dans le mix de la province (44%). La production d'hydrocarbures en Nouvelle-Ecosse a pris fin en décembre 2018 et les plateformes gazières de *Deep Panuke* et de *Sable Island* ont récemment été entièrement démantelées. La Nouvelle-Ecosse a toutefois la volonté de relancer sa production de gaz naturel *offshore* avec un nouvel appel d'offres sur 8 parcelles. En décembre 2023, les gouvernements fédéral et provincial ont rejeté l'offre de 1,5 M CAD d'Inceptio Limited pour une licence d'exploration de gaz naturel offshore sur le plateau de Sable, bien que l'offre ait été initialement approuvée par le Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board en octobre 2023 . La stratégie de relance du gaz ne pourra toutefois être complète sans structures de liquéfaction et d'exportation du gaz naturel : à l'heure actuelle, seul un site de réception et regazéification *Canaport LNG* - racheté en novembre 2021 par *Repsol* et renommé *Saint John LNG* – existe à proximité, avec une capacité maximale de réception de GNL de 28 M mètres cubes par jour, permettant d'alimenter 20 % des besoins en gaz naturel du Nord-Est des Etats-Unis et du Canada. A l'exportation, deux projets font l'objet de réflexions : l'usine de GNL de Goldboro et celle de Byers Cove. *Peridae Energy*, une compagnie de l'Alberta qui gère le projet de Goldboro, avait annoncé en juillet 2021 reporter sa décision sur ce projet du fait des oppositions qu'il suscitait, ce qui avait été interprété comme un abandon. L'approvisionnement pourrait venir du Nouveau-Brunswick et des Etats-Unis, déjà reliés à la Province via un gazoduc de 1300 km construit par la *Maritimes and Northeast Pipeline Limited*, et éventuellement directement de la Nouvelle-Ecosse, si le projet de gaz naturel se concrétisait, plutôt que de l'Alberta qui nécessiterait la construction d'un gazoduc.

La province mise également sur la production d'énergie renouvelable, notamment la production d'énergie éolienne offshore et d'énergie marémotrice et houlomotrice dans la Baie de Fundy où les marées sont les plus importantes au monde. Nova Scotia Power travaille activement à la transition énergétique de la province, avec des objectifs de 80 % d'électricité renouvelable d'ici 2030 et de neutralité carbone d'ici 2035. Cette transition inclut des système de stockage d'énergie par batterie (SSEB), soutenus financièrement par le programme *Smart Renewables and Electrification Pathways* et la Banque d'Infrastructure du Canada, en collaboration avec les communautés Mi'kmaw. En avril 2024, la Nouvelle-Écosse a adopté le Energy Reform Act (ERA) pour moderniser son système énergétique et améliorer la régulation des services publics. La loi élargit le *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board* aux énergies renouvelables, désormais intitulé le *Canada-Nova Scotia Energy Board* pour réguler les services publics énergétiques, et le *Regulatory and Appeals Board* pour les réglementations restantes. Elle crée également un *Independent Energy System Operator* pour gérer le réseau électrique et favoriser l'intégration des énergies renouvelables. Le centre de recherche canadien pour l'énergie marémotrice est implanté en Nouvelle-Ecosse (*Fundy Ocean Research Centre for Energy (FORCE)*). La Nouvelle-Ecosse est également la première province du Canada à avoir lancé sa feuille de route pour le développement de l'éolien offshore qui, si elle avance au rythme souhaité, devrait permettre

de lancer jusqu'à 5 GW d'appels à projets d'ici 2030 (dont le premier en 2025). La filiale d'Engie, OceanWinds, a échangé avec le ministère des Ressources Naturelles de Nouvelle-Ecosse pour exposer leur savoir-faire en la matière. La concurrence s'organise déjà avec deux entreprises, DP Energy (IR) et SBM Offshore, qui ont formé une joint-venture en vue de répondre à un premier appel à projet.

- **Mines** : la mine de charbon *Donkin* de Cap Breton, active jusqu'en 2020, a depuis subi plusieurs fermetures en lien avec la chute des prix du charbon et à des effondrements. Fermé depuis juillet 2023, elle a reçu en mars 2024 l'autorisation de rouvrir, mais n'avait toujours pas repris ses activités début 2025. La mine d'or de Touquoy, détenue par la société minière australienne *St Barbara (Atlantic Gold)*, a ouvert en octobre 2017 et la production commerciale a commencé le 1er mars 2018. La filiale a été condamnée à une amende en février 2022 pour avoir enfreint les lois environnementales fédérales et provinciales. Les activités d'extraction ont pris fin en janvier 2023, mais plus de 200 employés continuent de travailler pour traiter les réserves existantes de minerai. Si la province ne dispose pas de ressources minières critiques, elle a toutefois abrité un centre de recherche de *Tesla* sur les batteries pour véhicule électrique avec l'université Dalhousie d'Halifax pendant 5 ans entre 2016 et 2021. Deux ententes ont été signés fin 2024 entre la province et le fédéral pour favoriser l'évaluation du potentiel et développer les chaines d'approvisionnement des minéraux critiques de la Nouvelle-Ecosse ; et la province a également mise à jour sa stratégie sur les minéraux critiques et stratégiques en mai 2025 en ajoutant huit minéraux à son périmètre (uranium, potasse, or, gypse,…).

- **Défense et aérospatiale** : Le chantier *Irving Shipbuilding* d'Halifax, un des plus importants du pays, a été chargé de la construction de 6 navires de patrouille extracôtier et de l'Arctique (NPEA) commandés par le gouvernement fédéral, pour une valeur totale de 5 Md CAD. Les quatre premiers navires ont été livrés (en juillet 2020, juillet 2021 et septembre 2022 et août 2023) ; le 5ème a été livré en août 2024 et le 6ème navires devrait l'être fin 2025. Deux patrouilleurs polaires de la Garde-côtière sont également en production pour une livraison en 2026 et 2027. Enfin, en mars 2025, le gouvernement canadien a annoncé attribuer la commande du premier lot de navires de combat de classe River (trois sur quinze prévus) à *Irving Shipbuilding*, la valeur initiale du contrat lot 1 attribué à *Irving Shipbuilding* étant estimé à 8 Mds CAD. La livraison du 1er navire est attendue à partir de 2030. Ce projet est considéré par le fédéral comme le plus important et complexe de la construction navale au Canada depuis la 2nde Guerre mondiale.

Relations économiques bilatérales

Les échanges de biens entre la France et la Nouvelle-Écosse en 2024

Les échanges de biens entre la France et la Nouvelle-Ecosse se sont élevés à 315 M CAD (201 M€) en 2024, un montant stable par rapport à 2023. Selon Statistique Canada, le Nouvelle-Ecosse représente 2,3% des échanges France-Canada, **soit la 7ème province partenaire de la France.**

En 2024, les importations françaises en provenance de la Nouvelle-Ecosse s'élèvent à 80 M CAD (51 M€), en baisse de 28,6% par rapport à 2023. Cette baisse s'explique notamment par une forte diminution des importations de produits énergétiques (2,2 M CAD en 2023 contre 11 000 CAD en 2024), des produits forestiers (diminution de moitié ; 8,4 M Cad en 2023 contre 4,8 M CAD en 2024) et du matériel et pièces électroniques (- 48% ; 4,6 M CAD en 2023 contre 2,4 M CAD en 2024). En 2024, les exportations vers la France sont

essentiellement composées de biens de consommation (41%), de produits agricoles et de la pêche (32%) - principalement de homards et de coquilles Saint-Jacques - et de véhicules et pièces automobiles (10%).

Les exportations françaises vers la Nouvelle-Ecosse se sont établies à 235 M CAD (150 M€), en hausse de 17,2%, et étaient principalement composées d'aéronefs et de pièces de transport (23%), de véhicules et pièces automobiles (19%) et produits énergétiques (16%).

La France enregistre un exécdent sur la balance des biens vis-à-vis de la Nouvelle-Ecosse (155 M CAD, soit 99 M€), en hausse de 74,6% par rapport à 2023.

Les échanges de biens France – Nouvelle-Ecosse en 2024 (source : Statistique Canada)

	M CAD	M €	Evolution 2023/2024
Importations françaises depuis la Nouvelle-Ecosse	80	51	-28,6%
Exportations françaises vers la Nouvelle-Ecosse	235	150	+17,2%
Total des échanges	315	201	+0,8%
Balance commerciale	155	99	+74,6%

Une présence marquée dans les pneumatiques, l'aéronautique et l'énergie

La présence française en Nouvelle-Écosse se concentre sur la fabrication de pneumatiques, le secteur aéronautique et de défense et le secteur énergétique :

- **Michelin, principale entreprise française** présente en Nouvelle-Ecosse depuis 1969 ; la société est également le premier employeur et le premier exportateur de la province. Le groupe y emploie environ **3 500 personnes** (1er employeur provincial) sur **3 unités de production dans la province (5 au total au Canada)** : Granton, Waterville et Bridgewater. Michelin exporte le trois-quarts de sa production vers les Etats-Unis, ce qui en fait le premier exportateur de la province. L'entreprise Michelin continue de développer l'activité dans la province avec l'annonce en mars 2023 d'un investissement de 300 M CAD (200 M€) dans ses usines en Nouvelle-Ecosse pour améliorer son empreinte environnementale, grâce à l'intégration de nouvelles technologies et de nouveaux équipements dans les trois usines de production de la province. Cet investissement permettra de créer au moins 70 emplois à l'usine de Bridgewater, dont l'avenir est toutefois très dépendant de l'issue des négociations commerciales entre le Canada et les Etats-Unis (pour mémoire, 90% de la production de ces sites est destiné au marché américain).

- **Thales** (avec ses filiales du secteur naval) : Thales est présent avec des bureaux à Halifax, ouverts en septembre 2018 à la suite de l'obtention d'un contrat en 2017 pour soutenir le programme *Canada's Arctic and Offshore Patrol Ships and Joint Support Ships* (abrégé AIJSS en français et en anglais). Thales, en tant que maître d'œuvre du programme AJISS, supervise le carénage, la réparation et la maintenance de ces flottes tout au long de leur durée de vie opérationnelle en collaboration avec la Marine royale canadienne.
  En mars 2023, COVE et Thales ont lancé deux appels à projet « *Naval Technology innovation challenges* » destinés aux PME et aux start-ups. Ces appels à projet ont pour but de sélectionner des PME et start-ups afin de développer des solutions de capture carbone et d'amélioration de la qualité de l'air à bord pour la Marine Canadienne. Les deux entreprises Aeon Blue Inc. et Hexsor Scientific Canada Inc., qui ont remporté ces défis

(annonce lors du salon H2O en juin 2024), ont obtenu 175 000 CAD (120 000 €) ; elles pourront conserver la propriété intellectuelle sur les technologies développées, mais devront octroyer une licence d'utilisation à Thales pour honorer son contrat avec la Marine Canadienne.

- **Stelia Aerospace** : Le site de Stelia Aerospace se situe à Lunenburg. L'entreprise est spécialisée dans la conception, le développement et la fabrication de matériaux composites pour l'industrie de la défense.. Ses principaux clients sont Lockheed Martin, Northrop Grunman, Sikorsky, Leonardo, L3Harris, Boeing, Bombardier, De Havilland, ARSE, et MDA.

- **Ubisoft** : le développeur et distributeur de jeux vidéo Ubisoft a fait l'acquisition du studio Longtail Halifax en 2015. Ubisoft Halifax compte plus de 80 employés et se spécialise dans le développement de jeux mobiles. En mai 2023, Ubisoft a inauguré de nouveaux bureau dans le centre d'Halifax.
- **Décathlon** a ouvert son premier magasin dans les provinces atlantiques à Dartmouth en 2020.
- Parmi les autres entreprises françaises présentes dans la province, on retrouve notamment Rexel, Vinci, Veolia Environnement, Essilor